

« Hâtez-vous, madame, dit-il, voici vos ministres qui se lassent d'attendre. »

Les ministres venaient en effet d'entrer, suivis du bureau des Cortès. O'Donnell prit une plume et la présenta à la reine, qui signa.

La loi fut promulguée le 3 mai 1855. Le cardinal archevêque de Tolède, qui avait appuyé les prétentions de la cour de Rome, fut exilé dans son diocèse.

Dans le désespoir où elle se trouvait d'être obligée de signer de tels ordres, la reine voulut abdiquer. O'Donnell a démenti le fait et prétendu qu'Isabelle avait, dans cette circonstance, tenu librement, en dehors de ses sentiments privés, la conduite d'une reine constitutionnelle.

Tout prouve le contraire, et un jour viendra où le secret de ces violences sera étalé au grand jour.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de l'esprit de la loi du 3 mai. La sécularisation des biens du clergé est aujourd'hui un principe acquis à la Révolution, admis par tous les penseurs de l'Europe et envié des peuples

qui n'en possèdent pas encore l'application.

Nous tenions seulement à mettre en regard, en face d'une même situation, les deux héros de cette notice.

Quelque intérêt que de récents événements aient pu jeter sur la physionomie d'Espartero, il est évident que ce personnage est au-dessous de la situation dans laquelle la Providence s'est plu deux fois à le placer. Il a été et sera peut-être encore entre les mains des partis un instrument d'opposition, mais il n'y a pas à attendre de lui une solution véritable aux complications qui dévorent l'Espagne.

Plus vague et plus incertain que M. de la Fayette, dont il n'est qu'une ombre espagnole, fou comme lui de popularité, mais paresseux, hyperbolique, vantard et rusé, il sera tant qu'il vivra un embarras pour son pays, comme M. de la Fayette en a été un pour la France.

Mais dans M. de la Fayette la grâce du gentilhomme, l'élévation du langage, les mœurs exquises, le dévouement sans forfanterie, sauvaient bien des choses. L'excellent marquis libéral a pu être une cause d'embarras politi-

que et de confusion dans les idées; Espartero est non-seulement embarrassant, mais il peut devenir *compromettant*.

Pour nous, dès que nous avons vu Espartero commettre à Madrid la même faute que M. de la Fayette avait commise à Paris en 1830, c'est-à-dire amener la révolution jusqu'à ce qu'elle eût pour conséquence la république et reculer devant cette conséquence, nous avons compris qu'il était perdu.

Nous avons compris la secrète pensée d'O'Donnell. Une seule chose nous a étonné, c'est qu'Espartero ait pu rester aussi longtemps debout auprès d'un rival jeune et âpre à la curée du pouvoir. Pour s'élever aux dépens d'Espartero, O'Donnell n'avait qu'un moyen, mais un moyen facile. Il en a fait usage.

Il lui suffisait de flatter les passions de l'ordre, toujours vivaces le lendemain d'une révolution.

Dans sa théorie de l'ambition, Hérault de Séchelles a oublié cet apophthegme : Quiconque veut s'élever doit prêcher la liberté quand

les trônes chancellent ; l'ordre quand ils sont tombés.

C'est ce qu'a naïvement pratiqué O'Donnell. Le trône d'Isabelle n'était pas, il est vrai, brisé; mais son sceptre tombait en quenouille.

Au surplus, — et c'est un fait sur lequel j'appelle toute l'attention du lecteur, — les deux généraux insurgés se connaissaient depuis longtemps. Leur compétition ne datait pas de la veille. O'Donnell était à côté d'Espartero un bien petit compagnon ; mais la fortune venait de sourire à son audace. Il entrait en scène, ceci est le point important à noter, avec des antécédents insurrectionnels malheureux et avec des rancunes mal éteintes sans doute, contre le duc de la Victoire. Pardonne-t-on à son vainqueur dans les luttes de l'ambition ?

En effet, O'Donnell, en matière d'insurrection militaire, était déjà un vieux relaps. C'est lui qui, à Pampelune, quand le conseil de régence venait d'être légalement constitué par voie d'élection, avait levé le guidon de la révolte. Il était à Valence quand Christine

s'y retira après les troubles de Barcelone. Espartero avait étouffé la tentative de Pampelune, O'Donnell doit s'en souvenir.

Je sais bien que l'insurgé de Pampelune, comme ceux de Barcelone en 1841, arborait le drapeau de la régente et qu'il avait ainsi l'air de soutenir le trône. Mais c'est là un misérable jeu dont il est impossible de ne pas découvrir le sens caché.

De même qu'Espartero a toujours été une ombre chinoise destinée à paraître et à disparaître entre les mains du parti révolutionnaire ou progressiste, de même entre les mains irrévérencieuses des modérés et des réactionnaires la reine Christine et la reine Isabelle n'ont été que d'augustes poupées.

Les généraux sont restés au milieu de tout ceci, dans un camp ou dans l'autre, ce qu'ils sont partout lorsqu'ils cessent d'être soldats pour devenir des politiques. Ils ont été tout à fait incomplets, sans vues élevées, sans autorité sur les esprits et dominés par les préoccupations personnelles.

Qu'on ait des préférences pour la républi-

que ou pour la royauté, si l'on porte en soi ce profond sentiment gouvernemental qui distingue, à mon avis, le vrai politique du philosophe et de l'économiste, il est impossible de n'être pas révolté du spectacle de ce qui se passe en Espagne. L'intrigue au premier plan. Une monarchie sans force. Des chambres aussi dépourvues de majesté que l'Assemblée législative à Paris sous la République. Des soldats opprimant à tour de rôle et à tour de parti une jeune femme qu'on fait pleurer un jour et qu'on expose à la mitraille le lendemain. Un parti révolutionnaire prenant, à l'instar d'une poignée de jeunes députés de la dernière chambre de Louis-Philippe, le titre chimérique de *progressiste*, eriant *Vive la Liberté*, sans peut-être savoir au juste ce que c'est, incapable de présenter un programme, incapable de la monarchie comme de la république. Des municipalités se croyant encore au moyen âge et s'enveloppant contre le pouvoir central dans un système de créneaux et de mâchicoulis dont la première conséquence est de perpétuer les *pronuncia-*

mientos, c'est-à-dire la guerre civile légale. Des alcades morigénant les rois comme jadis M. Trouvé-Chauvel, alcade, lui aussi, de la bonne ville du Mans, et frottant vertement la tête du roi de France dans la personne de son fils.

Quel tableau ! Et je n'ai rien dit des finances, rien de la situation économique, rien de l'organisation de l'armée, rien de la justice, rien des travaux publics, rien du commerce, rien des lettres ! — ô Cervantes ! — rien des arts ! — ô Murillo ! ô Velasquez ! ô Goya !

En s'élevant au-dessus de ce misérable esprit qui consiste à s'aplatir comme les courtisanes, les cuisiniers et les valets devant le vainqueur, il est évident qu'au point de vue d'une saine politique O'Donnell et Espartero ne sont pas plus respectables l'un que l'autre. Ce sont deux généraux insurgés se disputant le droit d'opprimer la reine.

En France, la première République et la Monarchie eussent rudement châtié ces petits tyrans militaires.

Ces compétitions immorales sont la ruine

et la honte d'un gouvernement. Espartero a gagné la première manche, O'Donnell gagne la seconde. Qui pourrait dire à qui appartiendra la troisième ?

En vingt-quatre heures les adulateurs de la veille pourraient bien le lendemain se trouver fort embarrassés. La politique espagnole est un théâtre où les changements à vue sont encore plus fréquents que sur les scènes du boulevard du Crime.

Déjà même le vent des Pyrénées nous apporte d'étranges rumeurs. Tout près de la reine il y a un général dont le dévouement à Isabelle ne date pas d'aujourd'hui. Il connaît de longue date l'insurgé de Pampelune. C'est lui qui, avec Diego Léon, avait formé le projet d'enlever la jeune Isabelle à la régence d'Espartero et d'entraîner l'armée. Je veux parler du général Concha.

Le général Concha passe pour réellement dévoué à la reine. De quel œil a-t-il dû voir arriver à une sorte de dictature l'homme qui, dans la scène relative à la vente des biens du clergé, s'est permis d'insulter sa souveraine

et lui a, par ses violences, arraché des larmes! Concha comprend bien qu'un pareil homme n'a pour la reine ni le respect d'un sujet ni l'affection d'un serviteur dévoué. Commandant général des hallebardiers et chef du palais, son importance à la cour est considérable, et il peut en user.

O'Donnell, placé entre le parti libéral esparteriste et le parti de la cour, s'est trouvé, en arrivant au pouvoir, dans un isolement dont il a, dit-on, bien vite compris le danger. On sent déjà de l'hésitation dans sa conduite. Le bruit court qu'il a secrètement fait à Espartero des offres de réconciliation que celui-ci a repoussées.

Ce n'est pas tout de prendre le pouvoir, il faut le génie gouvernemental nécessaire pour l'exercer.

Que sortira-t-il de ces sourdes complications? Espartero reviendra-t-il dans le vieux cabriolet de don Carlos triompher à Madrid? Narvaez occupera-t-il le poste d'O'Donnell, poste qui semblait lui revenir en sa qualité d'ennemi du duc de la Victoire, si dans ces

sortes d'affaires, comme dans la fable, n'apparaissait pas toujours le troisième larron?

Ce que nous souhaitons, pour notre compte, c'est que ce véritable gâchis politique ne donne pas lieu à une intervention et ne compromette point la sérénité de l'alliance anglo-française. Car Madrid, comme Naples, comme tout théâtre où s'agite le problème de la monarchie constitutionnelle, est un terrain brûlant entre les cabinets de Londres et de Paris.

Ce que nous souhaitons encore, c'est que l'Espagne sorte de cet état convulsif. Ses destinées sont liées à celles de l'Occident. A ce titre, entre ses destinées et les nôtres il y a solidarité.

L'Espagne, comme l'Italie, est une de ces filles de la race latine à qui la nécessité d'une renaissance devient de plus en plus pressante. Quoique l'immense embarras du pouvoir temporel du pape pèse sur l'Italie, quoique la domination autrichienne couronne son noble front d'un cyprès teint de sang, elle est restée grande par le génie individuel.

Aussi l'heure d'une renaissance est peut-être plus prochaine en Italie qu'en Espagne.

C'est que l'Espagne, si grande, si fière, si puissante par les armes, par le génie religieux, littéraire et artistique, n'est plus aujourd'hui que l'ombre attristée de son antique grandeur. En Espagne, plus encore qu'en Italie, non-seulement tout est à créer au point de vue civil, militaire et religieux, au point de vue agricole, industriel et financier, mais encore, il faut l'avouer, hélas ! le génie individuel a baissé.

Soyons sincère jusqu'au bout, disons-le avec franchise, parce que nous devons la vérité surtout à ceux que nous aimons : en Espagne le génie national, comme le génie individuel, a décliné.

Tandis que de l'Italie, percée de sept glaives, comme la mère des Sept-Douleurs, surgit de toutes parts l'aspiration à l'unité, nous voyons l'Espagne s'affaiblir de plus en plus dans les tendances fédéralistes. C'est que depuis plusieurs siècles les luttes de l'Italie ont toutes été dirigées dans le sens de son auto-

nomie; c'est qu'elle a sans cesse lutté contre l'étranger, tandis que l'Espagne, en proie aux guerres civiles, luttait contre elle-même.

Sans doute la centralisation excessive de la France actuelle ne peut être offerte comme un modèle définitif aux peuples en voie de régénération. Cette centralisation a de graves inconvénients au point de vue moral, administratif et économique, mais elle a cette utilité préalable de marquer d'une forte empreinte le génie national.

Cette centralisation disparaîtra sans doute, mais on peut la considérer comme une des phases indispensables à la vie d'un grand peuple. Nous la souhaitons à l'Espagne, bien que, pour notre compte, nous tendions à un mouvement contraire.

Mais ne confondons pas la décentralisation avec l'esprit fédératif. L'unité politique n'a point à souffrir de la décentralisation; elle ne saurait se constituer sous l'empire de l'esprit fédératif.

Que l'Espagne révolutionnaire, ou progressiste, comme on voudra la nommer, renonce

donc à ses *pronunciamientos*. Qu'elle jette les yeux sur la démocratie française, qu'elle la suive jusque dans ses jours les plus orageux, qu'elle se souvienne du paralytique Couthon rasant Lyon insurgée et la baptisant Commune affranchie; elle comprendra que ce qui a fait la grandeur de la France sous les divers régimes qui se sont succédé depuis soixante ans, c'est que la démocratie, élément vital du pays, quelle que soit sa forme gouvernementale, a su s'assimiler cet esprit d'unité, préparé par le génie de Louis XI et de Richelieu, et qui fit la grandeur de la monarchie à dater de Louis XIV.

Aussi, bien que le maréchal O'Donnell, que nous regardons comme un soldat ambitieux et violent, n'ait aucune de nos sympathies, bien que sa conduite présente et passée nous paraisse inspirée infiniment moins par un principe quelconque que par des vues personnelles, nous sommes trop dépouillé de l'esprit de parti pour ne pas reconnaître que cette conduite, quel qu'en soit le mobile, n'eût été, en fin de compte, infiniment plus

salutaire à l'Espagne que le vieux libéralisme du maréchal Espartero, si, après la victoire, le comte de Lucena avait su fonder quelque chose.

La catholique Espagne se débat, comme le font à cette heure plusieurs peuples de l'Europe, contre le régime constitutionnel. L'Angleterre, la Belgique, la Sardaigne, réussissent par des causes diverses dans l'application de ce système; mais, indépendamment de ses grands antécédents historiques, l'Espagne fédéraliste, l'Espagne en proie à une succession de guerres civiles, l'Espagne en arrière de tant de façons sur la civilisation européenne, a besoin de plus d'actions que de paroles.

Il lui faut un gouvernement énergique, qui brise les résistances municipales, rassemble dans une vigoureuse synthèse le faisceau politique du pays, et donne en même temps une puissante impulsion à son industrie, à ses chemins de fer, à son commerce.

Je sais bien que la réconciliation des partis serait plus noble sur le terrain des idées; mais

elle peut également s'opérer sur le terrain des intérêts.

Que la démocratie espagnole ne désespère donc pas de l'avenir. Qu'elle médite dans sa défaite sur la nature du génie national en Espagne, qu'elle pèse un peu le libéralisme dans la balance de l'unité, qu'elle se retrempe dans l'esthétique, qu'elle accoure aux luttes industrielles, qu'elle montre enfin que la démocratie, en Espagne comme en France, sait faire autre chose que des barricades, et que, vaincue par les armes, elle peut devenir victorieuse par le génie.

Mais ce qui importe avant tout aux Espagnols, c'est de se déshabituer des insurrections militaires, les plus démoralisantes de toutes les insurrections.

Que l'Espagne se souvienne des paroles que lui adressait le *Moniteur universel*, ou plutôt le bon sens public s'exprimant par l'organe d'une feuille officielle : qu'elle prenne garde « de descendre au niveau de certaines républiques de l'Amérique du Sud, où l'on ne trouve ni patriotisme, ni vertus civiques,

ni principes élevés, mais seulement quelques généraux se disputant le pouvoir à l'aide de soldats égarés par de vaines promesses. »

24 novembre 1856. — En esquissant ces deux portraits, nous avons bien prévu qu'avant que l'imprimeur nous en renvoyât l'épreuve humide encore, le théâtre politique de l'Espagne aurait déjà changé de décors et que d'autres acteurs occuperaient la scène.

Dans cette prévision, nous nous étions ménagé la place d'un *post-scriptum*. Hâtons-nous donc de l'écrire, de crainte qu'avant qu'il soit achevé, il y ait encore à la cour de Madrid de nouvelles aventures.

Ainsi que nous l'avions prédit, le maréchal O'Donnell est promptement tombé du pouvoir. Il est tombé, parce que l'on demande beaucoup aux hommes qui ont recours aux coups d'État, et que celui-ci n'a rien donné.

La question des biens de mainmorte a fini par le tuer. Il a trébuché dans les chaînes de la réaction. Il a été pris dans ses engrenages. Car quiconque lui livre un pan de son

habit a bien-de la peine à ne pas y passer tout entier.

Un grand seigneur, le dernier duc de Richelieu, je crois, disait à quelqu'un dans un moment d'abandon : — « Savez-vous, mon cher, ce que c'est qu'un ministre ? C'est un homme à qui l'on tient le pot de chambre tant qu'il est au pouvoir, et à qui on le verse sur la tête aussitôt qu'il n'est plus ministre. »

Avis à ceux qui ont tenu le pot de chambre.

Pour nous, qui ne l'avons pas tenu et qui trouvons presque aussi dégoûtant de le répandre que de le tenir, nous n'ajouterons pas un mot à ce que nous avons dit du maréchal O'Donnell.

Son successeur, le maréchal Narvaez, est, on le sait, l'ennemi direct, personnel, d'Espartero.

Dès ses premiers pas au pouvoir, il a trébuché, lui aussi, dans l'affaire des biens de mainmorte.

La reine a repris l'offensive. Elle a non-seulement exigé l'abrogation de cette loi, qui

lui avait coûté tant de larmes, mais elle poussa même ce chaud désir de femme et de reine jusqu'à donner à l'abrogation un caractère rétroactif.

De sorte que les braves paysans qui s'étaient risqués, sur la foi des lois, à acheter un lopin des biens du clergé, de ces biens fainéants, justement nommés bien de *main-morte*, se sont vus à la veille d'être chassés comme des pillards d'une propriété légalement acquise et qu'ils allaient féconder.

Il a fallu que des gens du parti théocratique, le général et le marquis de Viluma, intervinssent auprès de la reine, qui les aime et les écoute volontiers. Ils durent expliquer à cette jeune et ardente majesté catholique que le principe théocratique n'était pas encore assez puissant en Europe pour lutter contre celui de la propriété. Le peuple espagnol lui-même, qui a vu les bûchers de l'inquisition, n'entendrait pas raison sur le chapitre de la propriété.

Il fallut céder sur ce point, et l'infortuné maréchal Narvaez, qui étouffait comme un

homme pris entre deux portes, a pu enfin respirer un moment... le temps de reprendre haleine.

Le clergé est rentré en possession de ses biens à peine ébréchés.

Comment la question industrielle, la question agricole, celle de l'activité générale qu'on nous faisait espérer en Espagne, s'en trouveront-elles? Évidemment mal.

Il est certain que la civilisation en Espagne est plus que jamais ajournée.

La Révolution a perdu son gage.

Nous avons grand espoir dans la sécularisation des biens du clergé. Nous n'avons pas oublié que le comité de Salut-Public, placé dans un milieu excessif, enveloppé de conspirations et de guerres extérieures, avait néanmoins sauvé la Révolution en lui donnant pour point d'appui l'intérêt individuel.

Le gage étant perdu, la Révolution en Espagne ne peut renaître que de l'excès du désespoir.

Pour peu que la reine Isabelle continue

d'ailleurs à s'avancer, avec cet aplomb qui donne le vertige, vers les escarpements qu'elle gravit, la catastrophe ne sera pas longue, et nous courons la chance, nous autres Parisiens, de voir une charmante reine de plus rue de Courcelles.

Le maréchal Narvaez aime l'arbitraire par complexion. Mais, comme le faisait très-justement remarquer M. P. de la Escossura, ce n'est pas un bigot. A cette heure déjà ce militaire ressemble à une petite fleur éclosée sur un aride rocher, la fleur du libéralisme. Il est presque intéressant.

C'est la reine, cette fois, qui a joué à la poupée avec ses maréchaux. Le beau temps des ordonnances royales est revenu, ou peu s'en faut.

Le maréchal Narvaez a vainement affirmé qu'il gouvernerait constitutionnellement et qu'il veillerait à la liberté des élections pour les Cortès. Il a fallu rondement passer par la révocation de la loi de désamortisation, accepter le concordat et ses conséquences sur le pouvoir civil et sur l'enseignement. Il a

fallu recommander aux conseils municipaux l'élection des hommes connus par leurs *principes religieux et monarchiques*.

Quoique chef apparent du cabinet, l'infortuné maréchal Narvaez a dû se résoudre à accepter pour collègue M. Nocedal lui-même, qui nous rappelle par son zèle religieux un autre jeune audacieux, l'aimable Donoso, ambassadeur d'Espagne à Paris, et qui, de son vivant, menait de front le goût du vin de Champagne et la passion des brochures théocratiques.

Que Narvaez se méfie de ce Nocedal!

C'est Nocedal qui, dans une circulaire fameuse, datée de Madrid, 8 novembre 1856, rappelant le décret du 2 novembre qui remet en vigueur celui du 6 juillet 1845, concernant le régime de la presse, ainsi que celui du 10 avril 1844, auquel il se réfère, proclamait l'émission de la pensée *la plus importante conquête des temps modernes*.

Mais en même temps Nocedal, bravant la logique et la pudeur, somme les gouverneurs

d'avoir à faire respecter les prohibitions contenues dans les décrets précités.

Ces prohibitions, Nocedal les rappelle avec amour. Ce sont :

1° Bons décrets royaux ne permettant aucune controverse sur les matières religieuses, si ce n'est à de *certaines conditions* et avec la *permission du diocésain* ;

2° Des formules préservatives de tout genre pour le principe monarchique et la dynastie;

3° L'interdiction de tout imprimé attaquant les *bases sur lesquelles reposent les sociétés humaines*.

Nocedal ne dit pas, il est vrai, quelles sont ces bases.

Or, en pareille matière, il est bon de préciser. Qui sait l'interprétation que peut donner à ce texte l'imagination zélée d'un gouverneur de province? Nocedal dit : La propriété *et autres bases*, etc. Dans la recherche de ces bases où s'arrêtera M. le gouverneur?

Narvaez est débordé, cela est certain. Le règne des militaires est fini. Celui des prêtres n'est pas éloigné. Voici pourquoi, disent

les Espagnols qui paraissent avoir le mieux observé la transformation qui s'accomplit en Espagne¹, c'est que la reine Isabelle n'est plus la petite fille que le roi Louis-Philippe mariait à ce cousin si peu apte à plaire à une reine. Ce n'est plus la *fantoccina* royale d'un chevalier quelconque. A vingt-six ans elle compte déjà treize ans de règne. Elle loge dans sa tête féminine une idée fixe en matière de gouvernement, et n'en démordra pas jusqu'à ce qu'elle ait brisé les volontés de son peuple. Les temps du roi Pélasge et d'Alphonse le Catholique lui troublent l'imagination. La vieille Espagne lui remonte au cerveau.

Pauvre jeune femme ! que d'infortunes tu prépares à ton peuple et à toi-même !

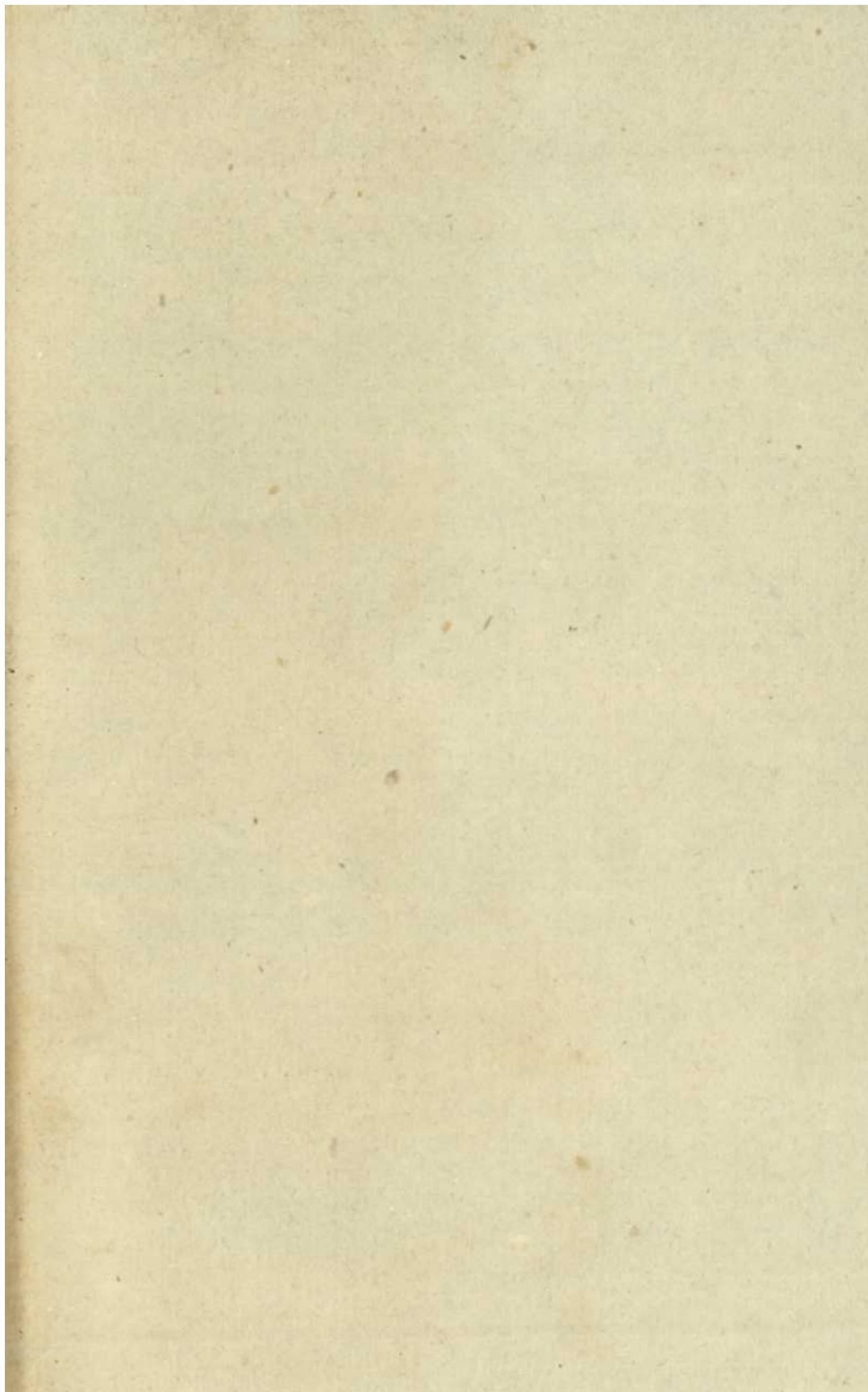
Napoléon III l'a prévenue du péril qu'elle courait. Elle n'écouterait pas d'autre voix que celle de Rome. Elle est de ces personnes royales qui prennent pour des sacripans les

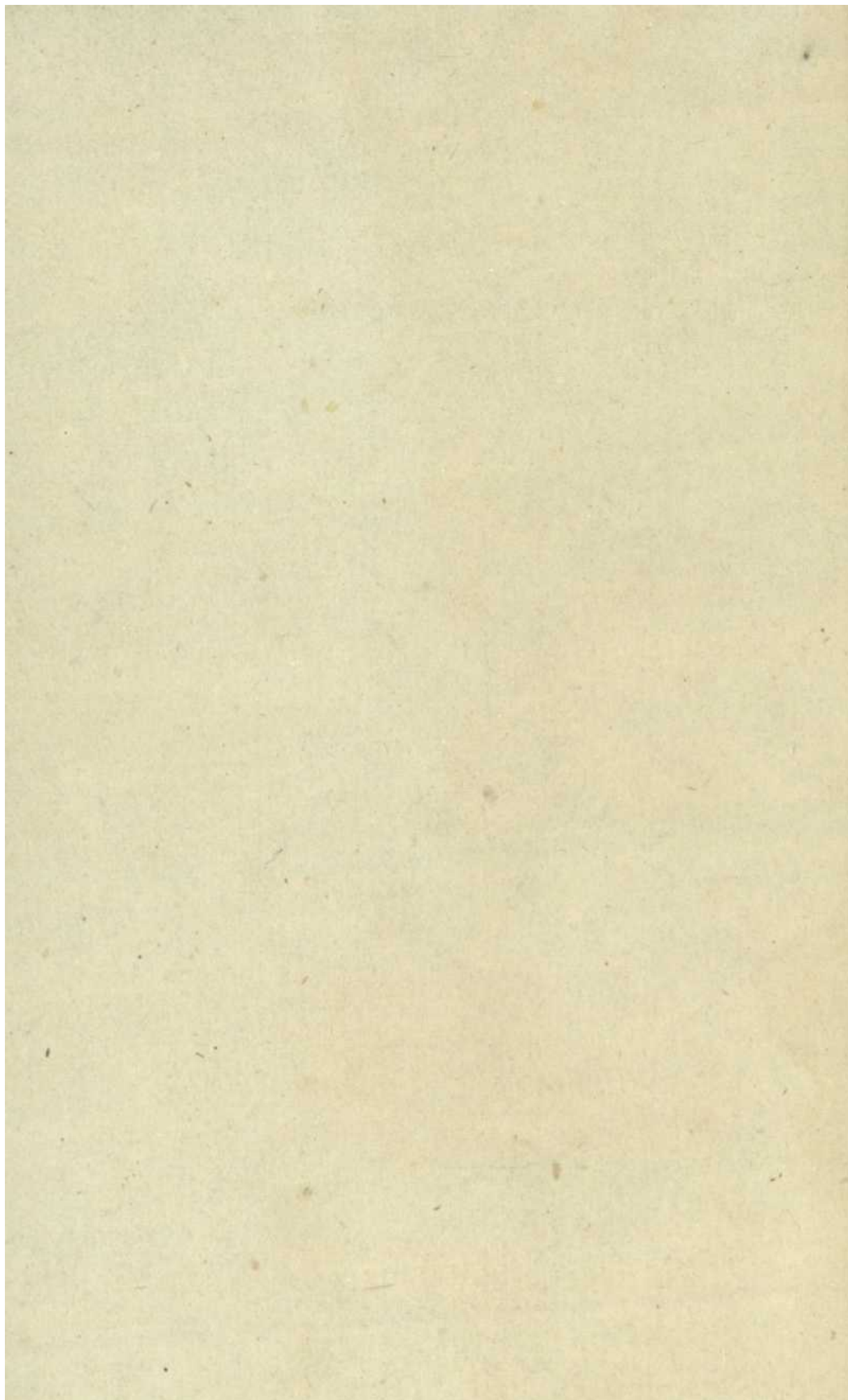
¹ Voir, dans la *Presse* d'octobre 1856, les articles de M. Escossura.

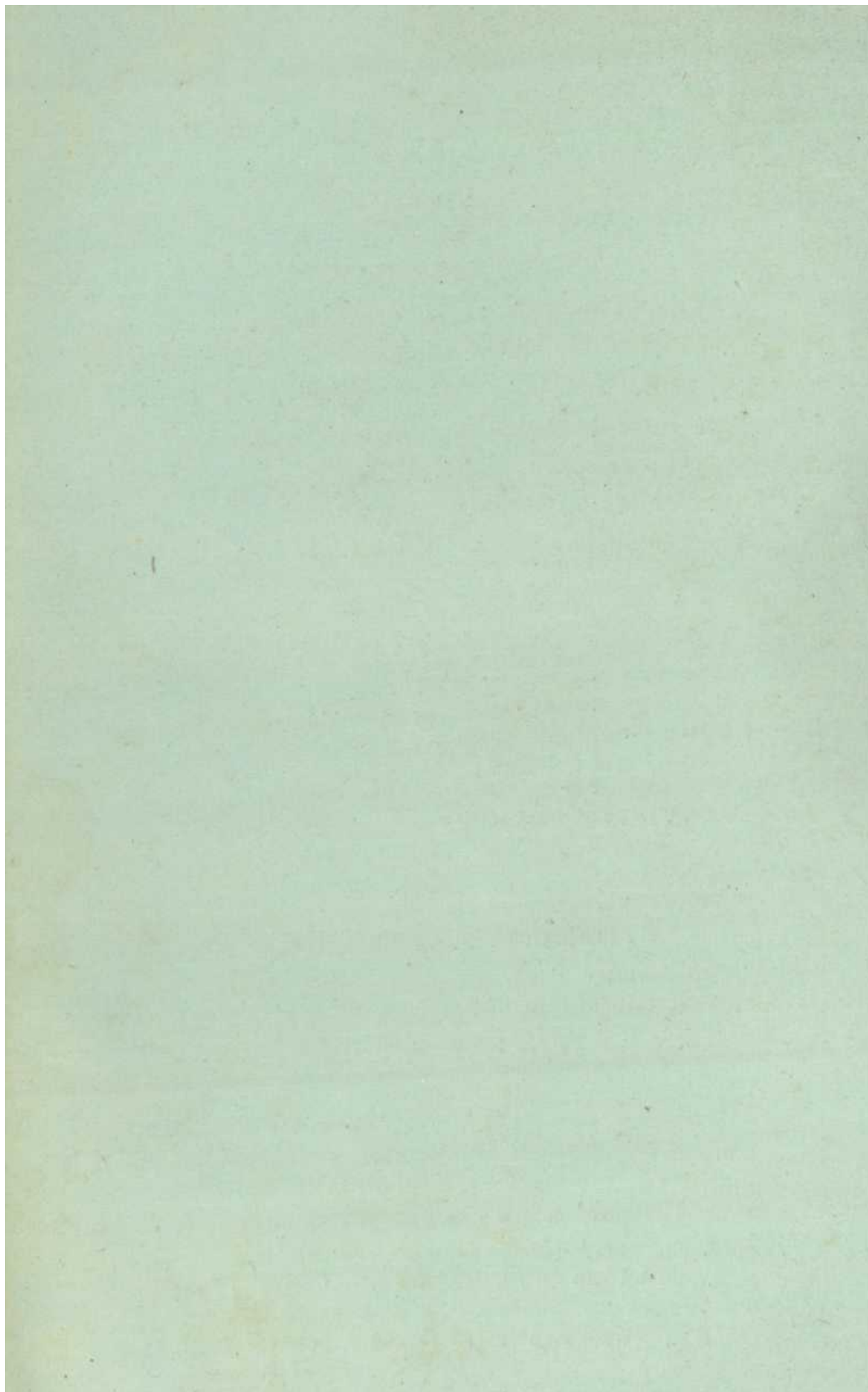
hommes qui osent parler des principes de la Révolution française et qui regardent cette révolution comme un crime.

Quant à Narvaez, il ressemble, à cette heure, au troisième grain du chapelet de la reine. Isabelle le roule encore entre ses jolis doigts; mais, quand elle aura dit son troisième *Pa-ter*, elle poussera le grain pour en saisir un autre, qui s'appellera Necedal, ou Viluma, ou ceci, ou cela.

FIN.







PORTRAITS POLITIQUES AU XIX^e SIÈCLE
PAR HIPPOLYTE CASTILLE

En Vente

NAPOLÉON III
LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC
LEDRU-ROLLIN
DE MONTALEMBERT
DELCARRETTO
S^t-ARNAUD ET CANROBERT
MICHELET

ALEXANDRE II
LA DUCHESSE D'ORLÉANS
DROUYN DE LHUYS
PALMERSTON
LOUIS BLANC
MANIN
ESPARTERO ET O'DONNELL

SOUS PRESSE

Victor Hugo — Louis-Philippe — Blanqui
Talleyrand — de Persigny
Comte de Chambord — Cormenin — Thiers
Metternich
Omer-Pacha — Réchid-Pacha
Le roi Guillaume IV — Lamennais
etc., etc., etc.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION

Chaque volume de 64 pages in-32, *avec ou sans un ou plusieurs portraits et autographes :*

PRIX : 50 CENTIMES

ON SOUSCRIT

Pour 12 Volumes		Pour 24 Volumes	
Paris	6 fr.	Paris	12 fr.
Province	7 »	Province	14 »

DEUX OU TROIS VOLUMES CHAQUE MOIS

Adresser les mandats à M. FERD. SARTORIUS, 9, rue Mazarine,
au bureau du *Dictionnaire de la Conversation*.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ENFURTH, 1

A
460